

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TCA/TSC/W/6  
22 décembre 1999

(99-5544)

---

Comité du commerce des aéronefs civils

Original: anglais

## ANNEXE II: ADMINISTRATION DOUANIÈRE FONDÉE SUR LA DESTINATION FINALE

### Renseignements factuels complémentaires sur l'identification des aéronefs civils et des aéronefs militaires

*Communication des Communautés européennes*

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 décembre 1999.

---

En réponse à la demande du Président, nous vous communiquons ci-joint les dispositions pertinentes de la législation communautaire, à savoir:

- i) les articles 291 à 304<sup>1</sup> du **Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission** du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le Code des douanes communautaire (**Annexe II-1**);
- ii) l'annexe I du **Règlement (CE) n° 2204/1999 de la Commission du 12 octobre 1999**, modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier (**Annexe II-2**).

---

<sup>1</sup> Ces dispositions devraient être remplacées sous peu (milieu de 2000?), mais cela n'aura pas d'incidence sur le traitement des aéronefs civils.

## ANNEXE II-1

### **REGLEMENT (CEE) N° 2454/93 DE LA COMMISSION DU 2 JUILLET 1993<sup>2</sup> FIXANT CERTAINES DISPOSITIONS D'APPLICATION DU REGLEMENT (CEE) N° 2913/92<sup>3</sup> DU CONSEIL ETABLISSANT LE CODE DES DOUANES COMMUNAUTAIRE**

#### *CHAPITRE 2*

#### *Admission de certaines marchandises au bénéfice d'un traitement tarifaire favorable en raison de leur destination particulière*

##### Section 1

#### **Marchandises autres que chevaux destinés à la boucherie**

##### *Article 291*

1. L'admission, lors de la mise en libre pratique d'une marchandise au bénéfice d'un traitement tarifaire favorable en raison de sa destination particulière, est subordonnée à l'octroi à la personne qui importe la marchandise ou qui la fait importer pour la mise en libre pratique d'une autorisation écrite.
2. Cette autorisation est délivrée sur demande écrite de l'intéressé par les autorités douanières de l'État membre dans lequel la marchandise est déclarée pour la mise en libre pratique.
3. S'agissant des marchandises reprises à l'annexe 39, la demande doit contenir notamment les indications suivantes:
  - a) une description sommaire des unités utilisées pour le traitement prévu;
  - b) la nature du traitement envisagé;
  - c) l'espèce et la quantité des marchandises mises en œuvre;
  - d) en cas d'application des notes complémentaires 4 point n) et 5 du chapitre 27 de la nomenclature combinée, l'espèce et la quantité des marchandises obtenues ainsi que leurs dénominations tarifaires.

'...' [1] L'intéressé doit mettre les autorités douanières en mesure, à la satisfaction de celles-ci, de suivre les marchandises dans le ou les établissements de l'entreprise au cours de leur processus technique d'ouvroison.

##### *Article 292*

1. Les autorités douanières peuvent limiter la durée de validité de l'autorisation visée à l'article 291.

---

<sup>2</sup> JO n° L 253, 11 octobre 1993, pages 1 à 533.

<sup>3</sup> JO n° L 302, 19 octobre 1992, page 1.

2. En cas de révocation de l'autorisation, son titulaire est tenu d'acquitter immédiatement le montant des droits à l'importation établi conformément à l'article 208 du code et relatif aux marchandises qui n'ont pas encore reçu la destination particulière prescrite.

*Article 293*

Le titulaire de l'autorisation est obligé:

- a) d'affecter la marchandise à la destination particulière prescrite;
- b) de tenir une comptabilité qui permet aux autorités douanières d'effectuer les contrôles qu'elles estiment nécessaires quant à l'utilisation effective de la marchandise concernée à la destination particulière prescrite et de conserver cette comptabilité.

*Article 294*

1. La marchandise doit avoir reçu en totalité la destination particulière prescrite avant l'expiration d'un délai de un an à compter de la date à laquelle la déclaration de mise en libre pratique a été acceptée par les autorités douanières.

"2. S'agissant de marchandises reprises à l'annexe 40, le délai visé au paragraphe 1 est porté à cinq ans."[9]

3. Les délais visés aux paragraphes précédents peuvent être prorogés par les autorités douanières si la marchandise n'a pas été affectée à la destination particulière en raison d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'exigences inhérentes au processus technique d'ouvraison ou de transformation de la marchandise.

4. S'agissant de marchandises reprises à l'annexe 39, les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent, sauf dispositions contraires figurant dans les notes complémentaires 4 point n) et 5 du chapitre 27 de la nomenclature combinée.

*Article 295*

1. Les marchandises sont considérées comme affectées à la destination particulière en question:

- 1) s'agissant de marchandises susceptibles d'une utilisation unique, au moment de leur affectation en totalité à la destination particulière prescrite en conformité avec les délais réglementaires;
- 2) lorsqu'il s'agit de marchandises susceptibles d'une utilisation répétée, deux ans après la première affectation à l'utilisation prescrite; la date de la première affectation doit figurer dans la comptabilité prévue à l'article 293 point b); toutefois:
  - a) s'agissant de matériels repris à l'annexe 40, Partie I, et utilisés par les compagnies aériennes aux fins de l'entretien ou de la réparation de leurs aéronefs, soit dans le cadre d'accords d'échanges concernant ces matériels, soit pour des besoins propres, au moment de leur première affectation à l'utilisation prescrite;
  - b) s'agissant de pièces de véhicules automobiles destinées à l'industrie de montage, au moment où ces véhicules sont cédés à d'autres personnes;

- c) s'agissant de marchandises visées à l'annexe 40, Partie I, qui ont été destinées à certaines catégories d'aéronefs en vue de leur construction, entretien, transformation et équipement, au moment de la cession de l'aéronef à une personne autre que le titulaire de l'autorisation ou au moment de sa remise à la disposition du propriétaire, après notamment entretien, réparation ou transformation;
- d) s'agissant de marchandises visées à l'annexe 40, Partie II, qui ont été destinées respectivement à certaines catégories de bateaux ou aux plates-formes de forage et d'exploitation, en vue de leur construction, réparation, entretien, transformation, armement et équipement, au moment de la cession du bateau ou de la plate-forme ou au moment de la remise du bateau ou de la plate-forme à la disposition du propriétaire, après notamment entretien, réparation ou transformation;
- e) s'agissant des marchandises visées à l'annexe 40, Partie II, fournies directement à bord aux fins de l'équipement, au moment de cette fourniture;
- f) s'agissant d'aéronefs civils: au moment de leur inscription dans le registre public prévu à cet effet.

2. Les déchets et débris résultant du processus d'ouvraison ou de transformation de la marchandise ainsi que les pertes de matières dues à des causes naturelles sont considérés comme des marchandises ayant été affectées à la destination particulière.

#### *Article 296*

1. Dans les cas de nécessité dûment établis par le titulaire de l'autorisation, les autorités douanières peuvent autoriser le stockage des marchandises visées à la présente section avec des marchandises d'espèce, de qualité et de caractéristiques techniques et physiques identiques à ces dernières.

Dans les cas d'un tel stockage les dispositions de la présente section s'appliquent à une quantité de marchandises équivalente à celle des marchandises mises en libre pratique conformément aux dispositions de cette section.

2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1, les autorités douanières peuvent autoriser le stockage des marchandises reprises à l'annexe 39 mises en libre pratique conformément aux dispositions de cette section, en mélange avec d'autres marchandises de la même annexe ou avec des huiles brutes de pétrole de la sous-position 2709 00 00 de la nomenclature combinée.

3. Le stockage en mélange des marchandises visées au paragraphe 2 n'ayant pas une espèce, une qualité et des caractéristiques techniques et physiques identiques ne peut être autorisé que si le mélange est entièrement destiné à subir l'un des traitements visés aux notes complémentaires 4 et 5 du chapitre 27 de la nomenclature combinée.

#### *Article 297*

1. En cas d'une cession des marchandises à l'intérieur de la Communauté, le cessionnaire doit être en possession d'une autorisation délivrée conformément à l'article 291.

2. Par dérogation aux dispositions de l'article 294, la marchandise doit avoir reçu en totalité la destination particulière prescrite avant l'expiration d'un délai de un an à compter de la date de cession; ce délai peut, toutefois, être prorogé dans les conditions prévues à l'article 294, paragraphe 3.

*Article 298*

1. L'expédition des marchandises visées à l'article 297 d'un État membre à l'autre s'effectue, sur la base de l'exemplaire de contrôle T5 prévu par les articles 471 à 495, sous réserve des modalités de procédure indiquées aux paragraphes 2 à 8.

2. Le cédant expéditeur établit l'exemplaire de contrôle T5 en un original et cinq copies. Les copies doivent être numérotées d'une façon adéquate.

Sur ledit exemplaire doivent figurer:

- dans la case A "Bureau de départ", le bureau de douane compétent de l'État membre de départ;
- dans la case n° 2, le nom ou la dénomination et l'adresse complètes du cédant expéditeur;
- dans la case n° 8, le nom ou la dénomination et l'adresse complètes du cessionnaire destinataire;
- dans la case "Note importante" (au-dessous de la case n° 14 "Déclarant/Représentant"), on inscrit entre les deux tirets un tiret dont le texte est: "dans le cas de marchandises expédiées sous le régime de la "destination particulière", au cessionnaire destinataire indiqué ci-dessus";
- dans les cases n° 31 et 33, respectivement la désignation des marchandises dans l'état où elles se trouvent au moment de l'expédition, y compris le nombre de pièces, et le code de la nomenclature combinée y afférent;
- dans la case n° 38, la masse nette des marchandises;
- dans la case n° 103, la quantité nette des marchandises, en toutes lettres;
- dans la case n° 104, après avoir coché la case "Autres (à spécifier)", une des mentions suivantes en lettres capitales:
  - DESTINO ESPECIAL: MERCANCIAS QUE DEBEN PONERSE A DISPOSICIÓN DEL CESIONARIO [REGLAMENTO (CEE) No. 2454/93, ARTÍCULO 298];
  - SÆRLIGT ANVENDELSESFORMÅL:  
  
SKAL STILLES TIL RÅDIGHED FOR ERHVERVEREN  
(FORORDNING (EØF) Nr. 2454/93, ARTI-KEL 298)
  - BESONDERE VERWENDUNG:  
  
WAREN SIND DEM ÜBERNEHMER ZUR VERFÜGUNG ZU STELLEN  
(ARTIKEL 298 DER VERORDNUNG (EWG) Nr. 2545/93;

- ΕΙΔΙΚΟΣ ΠΡΟΟΡΙΣΜΟΣ: ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΑ ΠΟΥ ΠΡΕΠΕΙ ΝΑ ΤΕΘΟΥΝ ΣΤΗ ΔΙΑΘΗ ΤΟΥ ΕΚΔΟΧΕΑ [ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ(ΕΟΚ) αριθ. 2454/93, ΑΡΘΡΟ 298];
- END-USE: GOODS TO BE PLACED AT THE DISPOSAL OF THE TRANSFEREE (REGULATION (EEC) No. 2454/93, ARTICLE 298);
- DESTINATION PARTICULIÈRE:  
MARCHANDISES À METTRE À LA DISPOSITION DU CESSIONNAIRE [RÈGLEMENT (CEE) No. 2454/93, ARTICLE 298];
- DESTINAZIONE PARTICOLARE:  
MERCI DA METTERE A DISPOSIZIONE DEL CESSIONARIO [REGOLAMENTO (CEE) N. 2454/93, ARTICOLO 298];
- BIJZONDERE BESTEMMING:  
GOEDEREN TER BESCHIKKING TE STELLEN VAN DE CESSIONARIS (VERORDENING (EEG) Nr. 2454/93, artikel 298);
- DESTINO ESPECIAL  
MERCADORIAS A PÔR ÀDISPOSIÇÃO DO CESSIONÁRIO [REGULAMENTO (CEE) No. 2454/93, ARTIGO 298o];
- "- TIETTY KAEYTTÖETÄRKÖITUS:  
SIIRRONSAAJAN KAEYTTÖEOEN ASETETTAVIA TAVAROITA (ASETUS (ETY) N:o 2454/93, 298 ARTIKLA)/SAERSKILT
- AENDAMAAL: VARORNA SKALL STAELLAS TILL MOTTAGARENS FÖRFÖRANDE (ARTIKEL 298/FÖRORDNING (EEG) Nr. 2454/93);
- SAERSKILT AENDAMAAL:  
VARORNA SKALL STAELLAS TILL MOTTAGARENS FÖRFÖRANDE (ARTIKEL 298/FÖRORDNING (EEG) Nr. 2454/93)."  
[5]
- dans la case n° 106:
  - a) dans les cas où les marchandises ont subi une opération ou une transformation après leur mise en libre pratique, la désignation de ces marchandises dans l'état où elles se trouvaient au moment de leur mise en libre pratique ainsi que le code de la nomenclature combinée y afférent;
  - b) le numéro d'enregistrement et la date de la déclaration de mise en libre pratique des marchandises ainsi que le nom et l'adresse du bureau de douane en cause;

- dans la case E, au verso "Réservé à l'État membre de départ":
  - le bureau de douane compétent de l'État membre de destination;
  - la date de l'expédition de la marchandise.

3. Le cédant expéditeur annexe la première copie à sa comptabilité prévue par l'article 293 point b) et, avant que l'expédition de la marchandise ne soit effectuée, transmet la deuxième et la troisième copie au bureau de douane compétent de l'État membre de départ, dans les conditions déterminées par celui-ci. En outre, il envoie avec la marchandise la quatrième et la cinquième copie et l'original au cessionnaire destinataire. Le bureau de douane précité garde la deuxième copie et transmet la troisième au bureau de douane compétent de l'État membre de destination.

4. Dès que le cessionnaire destinataire reçoit la marchandise, il l'inscrit dans sa comptabilité prévue par l'article 293 point b), à laquelle il annexe l'original et transmet la quatrième copie sans tarder au bureau de douane compétent de l'État membre de destination, dans les conditions déterminées par celui-ci, en lui signalant la date d'arrivée. En cas d'excédents, de manquants, de substitutions ou d'autres irrégularités, il prévient immédiatement ledit bureau. En outre, il renvoie la cinquième copie au cédant expéditeur.

5. À partir de la date indiquée au paragraphe 4, les obligations découlant du présent chapitre passent du cédant expéditeur au cessionnaire destinataire. Jusqu'à ce moment, ces obligations incombent au cédant expéditeur.

6. Les marchandises expédiées selon la procédure établie par le présent article ne sont présentées ni au bureau de départ ni au bureau de destination.

7. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux marchandises circulant entre deux points situés dans la Communauté, avec emprunt des territoires des pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et qui, dans un de ces pays, font l'objet d'une réexpédition.

8. Les autorités douanières de l'État membre de départ et de l'État membre de destination effectuent des contrôles intermittents respectivement auprès du cédant expéditeur et du cessionnaire destinataire. Ceux-ci sont tenus de prêter leur assistance à cet effet et de fournir les renseignements demandés.

#### *Article 299*

1. Par dérogation aux dispositions de l'article 298, l'établissement d'un exemplaire de contrôle T5 n'est pas requis pour le transport de matériels, aux fins de l'entretien ou de la réparation des aérodynes, soit dans le cadre d'accords d'échanges concernant ces matériels, soit pour des besoins propres, par des compagnies aériennes assurant des transports internationaux.

Dans ce cas, le transport s'effectue sur la base de la lettre de transport aérien ou le document équivalent dans les conditions visées à l'article 298, paragraphe 6.

2. La lettre de transport aérien, ou le document équivalent, doit au moins comporter les indications suivantes:

- a) la dénomination de la compagnie aérienne expéditrice;
- b) la dénomination de l'aéroport de départ;

- c) la dénomination de la compagnie aérienne destinataire;
- d) la dénomination de l'aéroport de destination;
- e) la désignation des matériels;
- f) le nombre de pièces.

Les indications reprises à l'alinéa qui précède peuvent être produites également sous forme de code ou par référence à un document qui y est annexé.

3. La lettre de transport aérien, ou le document équivalent, doit être revêtu au recto, en caractères d'imprimerie, d'une des mentions suivantes:

- DESTINO ESPECIAL,
- SÆRLIGT ANVENDELSESFORMÅL,
- BESONDERE VERWENDUNG,
- ΕΙΔΙΚΟΣ ΠΡΟΟΡΙΣΜΟΣ,
- END-USE,
- DESTINATION PARTICULIÈRE,
- DESTINAZIONE PARTICOLARE,
- BIJZONDERE BESTEMMING,
- DESTINO ESPECIAL,
- "TIETTY KAEYTTÖETARKOITUS/SAERSKILT AENDAMAAL,
- SAERSKILT AENDAMAAL".[5]

4. Dans chaque État membre chaque compagnie aérienne expéditrice ou destinataire des matériels visés au paragraphe 1 tient à la disposition des autorités douanières compétentes, aux fins de contrôle, la comptabilité prévue à l'article 293, point b).

5. La compagnie aérienne expéditrice conserve un exemplaire de la lettre de transport aérien ou du document équivalent à l'appui de sa comptabilité et tient, dans les conditions à déterminer par les autorités douanières de l'État membre où réside la compagnie aérienne expéditrice, un autre exemplaire à la disposition du service des douanes compétent.

La compagnie aérienne destinataire conserve un exemplaire de la lettre de transport aérien ou du document équivalent à l'appui de sa comptabilité et remet, dans les conditions à déterminer par les autorités douanières de l'État membre de destination, un autre exemplaire au service des douanes compétent.

6. Les matériels intacts ainsi que les exemplaires de la lettre de transport aérien ou du document équivalent doivent être remis à la compagnie aérienne destinataire dans les lieux agréés par les



autorités douanières de l'État membre où réside cette compagnie. En outre, ces matériels doivent être inscrits dans la comptabilité prévue à l'article 293, point b).

La remise des matériels, des exemplaires de la lettre de transport aérien ou du document équivalent ainsi que l'inscription visée à l'alinéa précédent doivent avoir lieu au plus tard dans un délai de cinq jours à partir de la date du départ de l'avion transportant lesdits matériels.

7. Les obligations découlant du présent article passent de la compagnie aérienne expéditrice à la compagnie aérienne destinataire au moment où les matériels intacts ainsi que les exemplaires de la lettre de transport aérien ou du document équivalent sont remis à cette dernière.

#### *Article 300*

Toute cession de marchandise à l'intérieur d'un même État membre doit être notifiée aux autorités douanières. La forme, le délai et les autres conditions dans lesquelles cette notification est effectuée sont fixés par lesdites autorités. La notification doit indiquer clairement la date de cession des marchandises.

À partir de cette date, le cessionnaire prend en charge, en ce qui concerne les marchandises qui ont fait l'objet de la cession, les obligations qui découlent de la présente section.

#### *Article 301*

1. À la demande du titulaire d'une autorisation délivrée conformément à l'article 291, les autorités douanières agréent, aux conditions qu'elles déterminent, les lieux ci-après dénommés "bases opérationnelles à terre" dans lesquels les marchandises reprises à l'annexe 40, Partie II, section B, peuvent être stockées et soumises à des opérations de toute nature.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 298, le mouvement des marchandises visées au paragraphe 1 entre:

- a) la base opérationnelle à terre et les plates-formes, que ces dernières soient situées à l'intérieur ou à l'extérieur des eaux territoriales, et *vice versa*;
- b) le cas échéant, la base opérationnelle à terre et le lieu d'embarquement des produits vers les plates-formes ainsi que le lieu de débarquement des plates-formes et la base opérationnelle à terre;
- c) le lieu d'embarquement et les plates-formes, qu'elles soient situées à l'intérieur ou à l'extérieur des eaux territoriales, lorsque les marchandises sont embarquées à destination des plates-formes sans passage par la base opérationnelle à terre, et *vice versa*;
- d) les plates-formes entre elles, qu'elles soient situées à l'intérieur ou à l'extérieur des eaux territoriales,

n'est soumis qu'à une inscription appropriée dans la comptabilité prévue à l'article 293, point b).

#### *Article 302*

1. L'utilisation de la marchandise à une destination autre que celle prescrite pour le traitement tarifaire favorable visé à l'article 291 n'est admise par les autorités douanières que s'il est établi par le titulaire de l'autorisation à la satisfaction de ces autorités, que la marchandise n'a pas pu recevoir la

destination particulière prescrite pour des raisons se rapportant soit au titulaire de l'autorisation, soit à la marchandise elle-même.

2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1, s'agissant de produits repris à l'annexe 40, Parties I et II, l'utilisation de la marchandise à une destination autre que celle prévue pour le traitement tarifaire favorable est admise par les autorités douanières lorsque, à leur avis, des raisons économiques le justifient.

3. Le bénéfice de la disposition prévue aux paragraphes qui précèdent est subordonné au paiement par le titulaire de l'autorisation du montant des droits à l'importation établi conformément à l'article 208 du code.

### *Article 303*

1. L'exportation de la marchandise hors du territoire douanier de la Communauté ou sa destruction sous contrôle douanier n'est admise par les autorités douanières que s'il est établi par le titulaire de l'autorisation, à la satisfaction des autorités douanières, que la marchandise n'a pas pu recevoir la destination particulière prescrite pour des raisons se rapportant soit au titulaire de l'autorisation, soit à la marchandise elle-même.

Lorsque l'exportation de la marchandise hors du territoire douanier de la Communauté est admise, cette marchandise est considérée comme marchandise non communautaire dès l'acceptation de la déclaration d'exportation.

S'il s'agit de produits agricoles, la case n° 44 du document unique doit comporter une des mentions suivantes, en lettres capitales:

- DESTINO ESPECIAL: MERCANCÍAS PREVISTAS PARA LA EXPORTACIÓN [REGLAMENTO (CEE) No. 2454/93, ARTÍCULO 303]: APLICACIÓN DE LOS MONTANTES COMPENSATORIOS MONETARIOS Y RESTITUCIONES AGRARIAS EXCLUIDA;
- SÆRLIGT ANVENDELSESFORMÅL: VARER BESTEMT TIL UDFØRSEL I (FORORDNING (EØF) Nr. 2454/93, ARTIKEL 303): ANVENDELSE AF MONETÆRE UDLIGNINGSBELØB OG LANDBRUGSRESTITUTIONER ER UDELUKKET;
- BESONDERE VERWENDUNG: ZUR AUSFUHR VORGESEHENE WAREN (ARTIKEL 303 DER VERORDNUNG (EWG) Nr. 2545/93): ANWENDUNG DER WÄHRUNGS AUSGLEICH-BETRÄGE UND LANDWIRTSCHAFTLICHEN AUSFUHRERSTATTUNGEN AUSGESCHLOSSEN;
- ΕΙΔΙΚΟΣ ΠΡΟΟΡΙΣΜΟΣ: ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΑ ΠΟΥ ΠΡΟΟΡΙΖΟΝΤΑΙ ΓΙΑ ΕΞΑΓΩΓΗ [ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ (ΕΟΚ) αριθ. 2454/93, ΑΡΘΡΟ 303]: ΑΠΟΚΛΕΙΕΤΑΙ Η ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΩΝ ΝΟΜΙΣΜΑΤΙΚΩΝ ΕΞΙΣΩΤΙΚΩΝ ΠΟΣΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΓΕΩΡΓΙΚΩΝ ΕΠΙΣΤΡΟΦΩΝ;
- END-USE: GOODS DESTINED FOR EXPORTATION (REGULATION (EEC) No. 2454/93, ARTICLE 303). MONETARY COMPENSATORY AMOUNTS AND AGRICULTURAL REFUNDS NOT APPLICABLE;
- DESTINATION PARTICULIÈRE:

MARCHANDISES PRÉVUES POUR L'EXPORTATION [RÈGLEMENT (CEE) No. 2454/93, ARTICLE 303]: APPLICATION DES MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES ET RESTITUTIONS AGRICOLES EXCLUE;

- DESTINAZIONE PARTICOLARE: MERCI PREVISTE PER L'ESPORTAZIONE [REGOLAMENTO (CEE) N. 2454/93, ARTICOLO 303]: APPLICAZIONE DEI MONTANTI COMPENSATORI MONETARI E RESTITUZIONI AGRICOLE ESCLUSA;
  - BIJZONDERE BESTEMMING: VOOR UITVOER BESTEMDE GOEDEREN (VERORDENING (EEG) Nr. 2454/93, ARTIKEL 303): TOEKENNING VAN MONETAIRE COMPENSERENDE BEDRAGEN EN LANDBOUWRESTITUTIES UITGESLOTEN;
  - DESTINO ESPECIAL: MERCADORIAS PREVISTAS PARA A EXPORTAÇÃO [REGULAMENTO (CEE) No. 2454/93, ARTIGO 303o]: APLICAÇÃO DOS MONTANTES COMPNSATÓRIOS MONETÁRIOS E RESTITUIÇÕES AGRÍCOLAS EXCLUÍDA;
  - "- TIETTY KAEYTTOETARKOITUS: VIETAEVIKSI TARKOITETTUA TAVAROITA (ASETUS (ETY) N:o 2454/93, 303 ARTIKLA: EI SOVELLETA VALUUTTOJEN TASAUSMAKSUA EIKAE MAATALOUSTUKEA)/SAERSKILT AENDAMAAL: VAROR AVSEDDA FOER EXPORT (ARTIKEL 303/FOERORDNING (EEG) Nr. 2454/93 MONETAERA UTJAEMNINGSBELOPP OCH JORDBRUKSBIDRAG UTESLUTNA);
  - SAERSKILT AENDAMAAL: VAROR AVSEDDA FOER EXPORT (ARTIKEL 303/FOERORDNING (EEG) Nr. 2454/93: MONETAERA UTJAEMNINGSBELOPP OCH JORDBRUKSBIDRAG UTESLUTNA)."
- [5]

2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1, s'agissant de marchandises reprises à l'annexe 40, Parties I et II, l'exportation de la marchandise hors du territoire douanier de la Communauté est admise par les autorités douanières lorsque des raisons économiques le justifient.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne sont pas applicables aux marchandises stockées en mélange visées à l'article 296, paragraphe 3, à moins que l'ensemble du mélange soit exporté ou détruit.

#### *Article 304*

1. Toute marchandise destinée à une utilisation particulière pour laquelle le droit à l'importation applicable dans le cadre de la destination particulière n'est pas inférieur à celui qui lui est applicable, abstraction faite de ladite destination, doit être classée dans la sous-position de la nomenclature combinée comportant la destination particulière, sans que les dispositions de la présente section soient appliquées.

2. Les dispositions de la présente section ne sont pas applicables aux marchandises reprises à l'annexe 41.

## ANNEXE II-2

### **ANNEXE I DU REGLEMENT (CE) N° 2204/1999 DE LA COMMISSION DU 12 OCTOBRE 1999<sup>4</sup>, MODIFIANT L'ANNEXE I DU REGLEMENT (CEE) N° 2658/87<sup>5</sup> DU CONSEIL RELATIF A LA NOMENCLATURE TARIFAIRE ET STATISTIQUE ET AU TARIF DOUANIER**

#### **B. Aéronefs civils et produits destinés à des aéronefs civils**

1. L'exemption des droits de douane est prévue au bénéfice:

- des aéronefs civils;
- de certains produits destinés à être utilisés dans des aéronefs civils et à y être incorporés au cours de leur construction, leur réparation, leur entretien, leur réfection, leur modification ou leur transformation;
- des appareils au sol d'entraînement au vol et de leurs parties et pièces détachées, destinés à des usages civils.

Ces produits font l'objet de sous-positions<sup>1)</sup> qui sont affectées d'un renvoi à une note de bas de page libellée comme suit: "L'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions prévues par les dispositions communautaires édictées en la matière. Voir également le Titre II, point B, des dispositions préliminaires."

2. Pour l'application du point 1, on entend par "aéronefs civils" les aéronefs autres que ceux qui sont utilisés dans les États membres par les services militaires ou similaires et qui portent une immatriculation militaire ou assimilée.

3. Pour l'application du point 1, deuxième tiret, l'expression "destinés à des aéronefs civils", dans toutes les sous-positions concernées<sup>1)</sup> couvre également les produits destinés aux appareils au sol d'entraînement au vol, à usages civils.

---

<sup>1)</sup> Les sous-positions concernées figurent sous les numéros suivants: 3917 21, 3917 22, 3917 23, 3917 29, 3917 31, 3917 33, 3917 39, 3917 40, 3926 90, 4008 29, 4009 50, 4011 30, 4012 10, 4012 20, 4016 10, 4016 93, 4016 99, 4017 00, 4504 90, 4823 90, 6812 90, 6813 10, 6813 90, 7007 21, 7304 31, 7304 39, 7304 41, 7304 49, 7304 51, 7304 59, 7304 90, 7306 30, 7306 40, 7306 50, 7306 60, 7312 10, 7312 90, 7322 90, 7324 10, 7324 90, 7326 20, 7413 00, 7608 10, 7608 20, 8108 90, 8302 10, 8302 20, 8302 42, 8302 49, 8302 60, 8307 10, 8307 90, 8407 10, 8408 90, 8409 10, 8411 11, 8411 12, 8411 21, 8411 22, 8411 81, 8411 82, 8411 91, 8411 99, 8412 10, 8412 21, 8412 29, 8412 31, 8412 39, 8412 80, 8412 90, 8413 19, 8413 20, 8413 30, 8413 50, 8413 60, 8413 70, 8413 81, 8413 91, 8414 10, 8414 20, 8414 30, 8414 51, 8414 59, 8414 80, 8414 90, 8415 81, 8415 82, 8415 83, 8415 90, 8418 10, 8418 30, 8418 40, 8418 61, 8418 69, 8419 50, 8419 81, 8419 90, 8421 19, 8421 21, 8421 23, 8421 29, 8421 31, 8421 39, 8424 10, 8425 11, 8425 19, 8425 31, 8425 39, 8425 42, 8425 49, 8426 99, 8428 10, 8428 20, 8428 33, 8428 39, 8428 90, 8471 10, 8471 41, 8471 49, 8471 50, 8471 60, 8471 70, 8479 89, 8479 90,

---

<sup>4</sup> JO n° L 278, 28 octobre 1999, page 15.

<sup>5</sup> JO n° L 256, 7 septembre 1987, page 1.

---

8483 10, 8483 30, 8483 40, 8483 50, 8483 60, 8483 90, 8484 10, 8484 90, 8501 20, 8501 31, 8501 32, 8501 33, 8501 34, 8501 40, 8501 51, 8501 52, 8501 53, 8501 61, 8501 62, 8501 63, 8502 11, 8502 12, 8502 13, 8502 20, 8502 39, 8502 40, 8504 10, 8504 31, 8504 32, 8504 33, 8504 40, 8504 50, 8507 10, 8507 20, 8507 30, 8507 40, 8507 80, 8507 90, 8511 10, 8511 10, 8511 20, 8511 30, 8511 40, 8511 50, 8511 80, 8516 80, 8518 10, 8518 21, 8518 22, 8518 29, 8518 30, 8518 40, 8518 50, 8520 90, 8521 10, 8522 90, 8525 10, 8525 20, 8526 10, 8526 91, 8526 92, 8527 90, 8529 10, 8529 90, 8531 10, 8531 20, 8531 80, 8539 10, 8543 89, 8543 90, 8544 30, 8801 10, 8801 90, 8802 11, 8802 12, 8802 20, 8802 30, 8802 40, 8803 10, 8803 20, 8803 30, 8803 90, 8805 20, 9001 90, 9002 90, 9014 10, 9014 20, 9014 90, 9020 00, 9025 11, 9025 19, 9025 80, 9025 90, 9026 10, 9026 20, 9026 80, 9026 90, 9029 10, 9029 20, 9029 90, 9030 10, 9030 20, 9030 31, 9030 39, 9030 40, 9030 83, 9030 89, 9030 90, 9031 80, 9031 90, 9032 10, 9032 20, 9032 81, 9032 89, 9032 90, 9104 00, 9109 19, 9109 90, 9401 10, 9403 20, 9403 70, 9405 10, 9405 60, 9405 92 et 9405.99.

---